

UNIVERSITÉS D'ÉTÉ DES PARTIS POLITIQUES À chacun sa formule

Le Ramadan qui coïncide cette année avec le mois d'août a contraint le FLN à différer son université d'été jusqu'à septembre. L'estimant peu bénéfique, le RND a carrément annulé son université d'été, optant pour des conférences locales, au niveau des wilayas. Se pose néanmoins le problème des structures d'hébergement des participants pour le PT qui n'a toujours pas fixé de date ni arrêté le programme de son rassemblement. Au RCD et au FFS, les préparatifs avancent bien et, à quelques détails près, tout est fin prêt.

La «décentralisation» est le thème retenu pour l'université d'été du Front de libération nationale (FLN), programmée du 8 au 10 septembre prochain à Annaba.

Par contre, les organisateurs de ce rassemblement butent, selon Aïssa Kassa, chargé de l'information et de la communication au vieux parti, sur l'indisponibilité des structures d'accueil.

«D'habitude, nous l'organisons au mois d'août. Nous étions obligés à la décaler à cause du Ramadan. De même que la rentrée scolaire, prévue le 4 septembre

cette année, nous a compliqué encore les choses puisque nous ne trouvons toujours pas de structures pour héberger les participants.

Au jour d'aujourd'hui, nous sommes à la recherche de structures pour ce faire.

La question devra être abordée lors de la session extraordinaire du comité central du 30 et 31 juillet prochains», a-t-il indiqué, soulignant que les organisateurs réduiront éventuellement le nombre de participants.

Un nombre ayant atteint les 2 400 l'année dernière.



Photos : Samir Sid

Même problème pour le Parti des travailleurs (PT) dont les organisateurs n'ont ni fixé la date ni arrêté le programme de l'université d'été du parti.

«Ce n'est pas le Ramadan qui nous pose problème, parce que, nous, nous avons l'habitude de l'organiser en ce mois. Sauf que le

manque de structures d'accueil nous bloque pour le moment. Elle durera normalement cinq jours à compter de la mi-août. Mais comme nous ne saurons toujours pas où la tenir, nous n'avons même pas arrêté le programme ni la liste des invités», a avancé Djelloul Djoudi, chargé de la communication du

PT. Le Rassemblement national démocratique (RND) ne prévoit pas d'université d'été cette année.

«Nous avons évalué nos deux expériences de l'année dernière et avant-dernière, respectivement d'Oran et de Constantine où nous avons eu affaire dans chacune des manifestations à pas moins de 1 500 participants. C'est peu bénéfique. Et nous avons décidé de tenir cette année des conférences au niveau des wilayas. C'est plus gérable avec un nombre réduit de militants (300)», estime Miloud Chorfi, porte-parole du RND.

Et d'ajouter : «Dans ces conférences, nous nous sommes attelés à expliquer à nos militants les propositions de notre

parti dans le cadre des consultations sur les réformes politiques. Il ne reste que quelques wilayas et nous bouclons la tournée en principe, avant fin juillet, à Jijel, et à El-Bayadh...».

Au Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), presque tout est fin prêt d'après M^{me} Leila Hadj Arab, secrétaire nationale au parti de Saïd Sadi, en charge de l'organisation de cette manifestation qui durera du 20 au 28 juillet. «L'ouverture est prévue le 21 juillet. Le 20 ça sera pour l'accueil des participants. Un peu plus de 200 jeunes qui prendront quartier à Tizirt (Tizi Ouzou). Ils recevront une formation dans le cadre d'ateliers, comment gérer une réunion, comment prendre la parole en public, comment rédiger un P-V ou un compte rendu... Tous sont des étudiants, soit de nouveaux bacheliers ou en première et deuxième année universitaire», a-t-elle précisé.

Le Front des forces socialistes attend néanmoins l'autorisation de l'autorité administrative pour tenir son université d'été, programmée cette année du 26 au 28 juillet à Aïn Turck (Oran). Un camp de toile, géré par un privé, abritera les 150 participants selon M. Chafaâ Bouaiche, chargé de communication au parti d'Aït Ahmed.

L. H.

JUGEMENT DE L'AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DE MATOUB LOUNÈS

La veuve dénonce une parodie de justice

Clos et classé par la justice lundi au bout d'une audience chahutée avant d'être boudée par les deux parties civiles, la veuve et ses deux sœurs ainsi que la sœur et la mère de la victime, le dossier Matoub donne déjà lieu à des prolongations qui peuvent s'avérer longues. L'avocat conseil de la veuve de la victime, Nadia Matoub, et ses deux sœurs, Farida et Warda Brahimi, a, dans un communiqué rendu public hier, annoncé que ses mandantes se réservent le droit de procéder à la saisine des instances judiciaires compétentes pour relancer la procédure judiciaire.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)
- Non satisfaites, mais aucunement, par le déroulement du procès ouvert lundi au tribunal criminel de Tizi-Ouzou, Nadia Matoub et ses sœurs, qui étaient avec le chanteur Matoub Lounès au moment de son assassinat le 25 juin 1998 à Tala Bouinane (Beni-Douala), désirent que toute la lumière soit faite sur cet assassinat qui a endeuillé la Kabylie entière.

M^e Hannoun, leur avocat conseil, a informé que «maintenant que l'écueil juridique inhérent à la problématique de la connexité des faits et des procédures est dépassé par ce jugement, M^{me} Nadia Matoub et ses sœurs, fidèles au combat de Lounès Matoub, et en leur qualité de victimes, se réservent le droit de procéder à la saisine des instances judiciaires compétentes pour relancer, avec toutes les bonnes volon-



Un procès qui ne satisfait pas la famille Matoub.

tés, la procédure judiciaire sur des bases qui, loin de tous calculs politiques, sont à même de permettre à la lumière de jaillir».

Notant cela, il est évident que M^e Hannoun et ses mandantes estiment que le procès de la veille n'a pas répondu à leurs attentes, surtout qu'il n'a pas répondu aux véritables questions. «M^{me} Nadia Matoub et ses deux sœurs, Farida et Warda, ont conscience que le tribunal criminel, en ne retenant que le chef d'inculpation «d'appartenance à un groupe terroriste», a utilisé une pirouette juridique qui lui évite, compte tenu de la nature de ce dossier et du contexte sensible dans lequel s'est déroulée l'audience, de se prononcer sur la véritable question : qui sont les auteurs et les commanditaires de l'assassinat de Matoub et quelles en sont leurs motivations ?» a soutenu M^e Hannoun dans son communiqué. L'avocat, qui a expliqué pourquoi

Nadia Matoub et ses deux sœurs ont refusé de cautionner «cette parodie de justice», n'est pas resté sans commenter le verdict du tribunal.

«En condamnant les deux accusés à 12 ans de réclusion criminelle, alors que la peine de mort a été requise par le représentant du parquet, le tribunal criminel n'a fait que prouver que la véritable motivation consiste à couvrir par cette condamnation pénale la détention considérée comme arbitraire. Avec cette décision rendue au nom du peuple, il soulage les hautes autorités du pays, autorités du pays qui étaient acculées par les insistantes dénonciations des ONG.»

Commentant le procès, M^e Hannoun a considéré que le tribunal criminel a banalisé le dossier en le réduisant au procès de deux lampistes sans lien direct avec l'assassinat.

S. A. I.

MORT DU JEUNE MANIFESTANT

DE AÏN-TÉMOUCHENT

Un commissaire principal et cinq policiers sous les verrous

Dans la journée de lundi dernier, le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès a placé sous mandat de dépôt le commissaire principal de la police judiciaire et cinq autres policiers, tous relevant de la Sûreté d'Aïn-Témouchent, arrêtés dans le cadre de l'affaire du jeune Bachir Mohamed, décédé après 12 jours d'hospitalisation. Ce dernier a été interpellé avec d'autres manifestants au cours des émeutes déclenchées suite à l'affichage de la liste des bénéficiaires de logements sociaux locatifs le 3 juillet dernier à Aïn Témouchent.

L'affaire a été confiée au tribunal de Sidi Bel-Abbès qui a aussi entendu 16 autres policiers comme témoins. Le défunt avait subi deux interventions chirurgicales sans succès.

Sa famille, qui parle de mort suspecte, a déposé une plainte et une enquête a été ouverte. Suite à cela, les six policiers, dont le commissaire principal, de la police judiciaire ont été déférés lundi dernier devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès qui les a écroués.

A. M.